

Le refus du Ceta, c'est un deuxième Brexit

OLIVIER COLIN

Chercheur - économiste au Centre Jean Gol, conseiller au bureau de la Présidence du MR et au cabinet du Premier ministre

« **C**elui qui jette son pain en riant le ramasse plus tard en pleurant » Rien de tel qu'un proverbe québécois pour résumer la situation actuelle de l'Europe, incapable d'affirmer son leadership dans la négociation d'un traité international avec un pays démocratique, et surtout du gouvernement wallon, prêt à sacrifier sa propre économie pour tenter de tirer son épingle du jeu. Et entre l'Europe, le Canada et la Belgique, rira bien qui rira le dernier.

Il ne faut pourtant pas beaucoup de capacité d'analyse et de recul pour comprendre que le blocage actuel dans le dossier du Ceta n'a que très peu de lien avec le traité en lui-même mais résulte d'un double problème politique, dans notre pays d'abord, et plus globalement l'échelle européenne.

Alors je pourrais continuer à vous dire que le Ceta est probablement un des meilleurs traités de libre-échange que l'Europe ait négocié, qu'il améliorera considérablement la situation économique de l'Europe et du Canada, que la totalité des préoccupations réelles et légitimes des Etats-membres de l'Union européenne ont été abordées et que des solutions ont été apportées, qu'il s'agisse des fameux tribunaux d'arbitrage remplacés par une Cour internationale dont la structure est beaucoup plus transparente et démocratique ou encore des limitations dans la libéralisation

pour le secteur agricole et notamment la viande de bœuf et de porc.

Je pourrais également vous dire qu'il n'est aucunement question de revoir à la baisse les normes européennes, qu'aucune nouvelle législation ne pourra être modifiée sans passer par la procédure traditionnelle et que la Wallonie a reçu des garanties quant au respect du principe de précaution visant à assurer un niveau élevé de protection des normes environnementales.

Sauver sa peau

Mais, même si je parvenais à vous convaincre, cela ne ferait sans doute pas changer d'avis les membres du gouvernement wallon qui ont bien d'autres préoccupations que le bien-être des citoyens de leur région, et plus globalement du continent européen.

Des préoccupations nettement plus cruciales pour leur survie: la montée en flèche du PTB dans les sondages et leur incapacité à défendre le moindre bilan positif dans leur action gouvernementale: des infrastructures routières qui laissent à désirer, un niveau d'enseignement en déclin, un vieillissement de ses industries ou encore un PIB par habitant nettement inférieur à la moyenne européenne.

Il n'en faut pas plus pour le gouvernement wallon pour tenter de sauver sa peau en exploitant un axe plus que jamais porteur depuis la montée en puissance de l'euro-scepticisme et en s'instituant représentant du peuple opprimé face aux grandes multinationales protégées par l'Europe. Reconnaissez-le, c'est nettement plus convaincant non?

Le refus du Ceta, c'est le retour au repli sur soi, à la nationalisation des politiques commerciales et un nouveau désaveu du modèle européen que nous connaissons aujourd'hui.

Mais que fait l'Europe dans tout cela? Faut-il rappeler que depuis la signature du traité de Rome, l'UE a décidé de se doter d'une politique commerciale commune? Le Traité sur le fonctionnement de l'UE précise d'ailleurs que cette politique doit contribuer «*au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs, ainsi qu'à la réduction des barrières douanières et autres*».

Épine dans le pied

N'est-ce pas dans cet objectif précis que l'Europe souhaite un accord sur le Ceta? La raison pour laquelle l'Europe s'est dotée de cette politique commerciale commune est très simple: elle négocie de manière plus efficace et peut obtenir de meilleurs résultats en parlant d'une seule voix.

Sauf qu'en décidant de faire du Ceta un traité mixte, l'Europe s'est enfoncée une épine dans le pied en conditionnant l'accord à l'approbation de tous les États membres. De cette manière, cela a ouvert la porte à la situation actuelle où une région de moins de 4 millions d'habitants peut légalement bloquer plus de 500 millions d'Européens et ruiner notre crédibilité dans la négociation de traités internationaux.

Le refus du Ceta, c'est le retour au repli sur soi, à la nationalisation des politiques commerciales et un nouveau désaveu du modèle européen que nous connaissons aujourd'hui. Autrement dit, un deuxième Brexit, probablement plus grave encore.

Il reste cependant plusieurs options sur la table: les dirigeants politiques wallons pourraient tenter de retrouver la raison. Une seconde perspective, nettement moins réjouissante, serait que l'Europe se décide à avancer sans nous. Dans ce cas, il nous restera effectivement plus qu'à ramasser notre pain en pleurant.